

En soutien à la lutte exemplaire des étudiants et des mouvements sociaux québécois

vendredi 25 mai 2012, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mars 2012).

Attac France soutient la lutte exemplaire des étudiants et des mouvements sociaux québécois

Les étudiants québécois ont engagé, il y a trois mois, une lutte déterminée contre la hausse des frais d'inscription à l'université décidée par le gouvernement Charest.

A raison de plusieurs marches par jour et nuit plusieurs fois par semaine, ils ont été jusqu'à 300000 dans les rues de Montréal et des principales villes de la province, et ont reçu le soutien de nombreux citoyens, enseignants, syndicats, associations et mouvements sociaux au Québec.

En réponse à ces mobilisations, le gouvernement provincial n'a montré que du mépris à l'égard des demandes des trois fédérations étudiantes, et il a déployé une répression brutale : des centaines d'étudiants et de citoyens ont été blessés, chaque marche voit l'arrestation de dizaines de manifestants. Vendredi dernier le Parlement québécois a voté une loi d'exception, dite « loi 78 », qui pénalise l'appel public à la grève et à la mobilisation à proximité des établissements universitaires, ainsi que les démonstrations de soutien au mouvement étudiant. Cette loi donne également à la police des droits accrus d'intervention. Improvisée, mal conçue et liberticide, elle a été dénoncée la journée même de son adoption, entre autres, par les centrales syndicales, par le barreau du Québec et par plus de 100 000 signataires d'une pétition demandant son annulation.

La lutte des étudiants québécois porte en pleine lumière la question de la marchandisation de l'éducation et illustre précisément ce que le Processus de Bologne, qu'ont soutenu tous les gouvernements européens depuis la fin des années 90, entend ériger en modèle de financement de l'enseignement supérieur : l'endettement insoutenable des jeunes dont les familles ne peuvent financer les études universitaires, la mise en concurrence des établissements, la subordination de l'enseignement et de la recherche aux intérêts des multinationales et le mouvement de soumission croissante des universités au capitalisme financier.

Dans la continuité des révolutions arabes, des indignés européens, des mouvements Occupy nord-américains, de la résistance du peuple grec, leur mobilisation courageuse est un exemple face au choix des gouvernements de faire peser, sans considération de justice, le coût de la crise économique mondiale aux citoyens et à la jeunesse, et non aux plus riches. Alors que l'austérité sert de prétexte, partout dans le monde, au démantèlement de tous les dispositifs de redistribution et de solidarité entre les citoyens, les étudiants québécois rejoignent la vague des soulèvements populaires entamée depuis 2011 contre l'ordre néo-libéral dans son ensemble et apportent à leur tour l'espoir que d'autres politiques, et un autre monde, sont possibles.

Attac France, aux côtés d'Attac Québec, leur apporte tout son soutien, et leur exprime sa profonde solidarité.

L'éducation et l'enseignement supérieur sont des biens publics. Ils doivent être financés par une

fiscalité juste, progressive, et réellement redistributive. Ils doivent être complétés par des systèmes de bourses, de logement et de sécurité sociale étudiante pour permettre l'accès de tous à l'enseignement supérieur.

Attac France appelle à participer à toutes les manifestations organisées en soutien au mouvement québécois en France, notamment au rassemblement organisé ce mardi 22 mai, Place de la Fontaine Saint Michel, à 18h à Paris.
